

Le pétrole et le gaz représentent un autre secteur susceptible d'accueillir une participation canadienne.

La production pétrolière égyptienne a atteint en 1986 un sommet sans précédent de 930 000 barils par jour, mais devrait se stabiliser à 890 000 barils par jour en moyenne jusqu'à l'an 2000. Les revenus d'exportation de ce pétrole ont totalisé plus de 1,4 milliard de dollars en 1991. Même si les réserves pétrolières de l'Égypte sont modestes et que les probabilités de nouvelles découvertes semblent faibles, le gouvernement égyptien encourage activement de nouveaux intérêts étrangers à exploiter certaines régions inexplorées dans l'espoir de découvrir d'autres sources de pétrole et, surtout, de gaz naturel. En fait, le gouvernement va même jusqu'à modifier les conditions habituelles des accords de concession pour attirer les intérêts étrangers.



Dans le secteur pétrolier, les méthodes de récupération améliorées, la diaggraphie des sondages, la technologie de lutte contre la corrosion, le remplacement des conduites, les systèmes de contrôle et les systèmes SCADA constituent les débouchés les plus prometteurs. Le gouvernement a cependant déclaré publiquement que le transfert de technologie constitue une nécessité aux fins du développement du secteur pétrolier égyptien, et a créé plusieurs entreprises offrant des services liés au secteur pétrolier (forage, génie, transport aérien) de manière à pouvoir concurrencer les entreprises étrangères sur le plan des besoins internes. Se faire connaître de ces entreprises et travailler avec elles constituent un moyen d'obtenir des contrats.

En ce qui a trait au raffinage, le gouvernement prévoit de porter la capacité de production de 24 millions à 30 millions de tonnes par année d'ici la fin de la décennie. On estime que les développements reliés au secteur pétrolier se chiffreront, pour les cinq prochaines années, à 2 milliards de dollars, et s'effectueront dans des secteurs comme la distillation des condensats, le recyclage de l'huile de lubrification, le traitement du carburant diesel et la production de butane.

Comme on l'a mentionné, l'exploitation du gaz naturel, dont les réserves sont évaluées à 40 trillions de pieds cubes, constitue une des grandes priorités du gouvernement égyptien. De nouveaux projets sont en voie de réalisation à Abu Qir et El Karaa, tandis que d'autres en sont aux dernières étapes de la conception. On veut augmenter les réserves connues de l'Égypte de leur niveau actuel de 12 000 milliards de pi. cu. à 27 000 milliards de pi. cu.. Il existe, là encore, de réelles possibilités de travailler avec les Égyptiens ou de leur fournir des approvisionnements.

Un rapport détaillé sur les débouchés commerciaux dans ce secteur a été publié au printemps 1993 et est disponible auprès de notre ambassade au Caire ou des bureaux au Canada de Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada.

La région du sud du Golfe offrira probablement, dans les prochaines années, des chances inégalées aux plans de l'expansion des raffineries et des installations. Il y a d'importants incitatifs à produire des carburants sans plomb et à élargir l'activité de raffinage en amont et en aval. Des firmes canadiennes participent déjà, ou tentent de participer, à 22 projets pétroliers et gaziers, dont 14 ayant une valeur potentielle évaluée à 2,7 milliards de dollars.